

TRAVAILLER AVEC LES FAMILLES EN PRÉVENTION SPÉCIALISÉE

Annick Prigent

ERES | *VST - Vie sociale et traitements*

2011/2 - n° 110
pages 87 à 92

ISSN 0396-8669

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-vie-sociale-et-traitements-2011-2-page-87.htm>

Pour citer cet article :

Prigent Annick, « Travailler avec les familles en prévention spécialisée »,
VST - Vie sociale et traitements, 2011/2 n° 110, p. 87-92. DOI : 10.3917/vst.110.0087

Distribution électronique Cairn.info pour ERES.

© ERES. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Travailler avec les familles en prévention spécialisée

ANNICK PRIGENT

Public et action de la prévention spécialisée

En prévention spécialisée, le travail avec les familles procède de l'action menée auprès des « jeunes », terme générique usité dans ce secteur pour désigner des enfants/adolescents/jeunes adultes en difficulté et ruptures multiples, pris en compte dans leur milieu naturel de vie socio-familial.

C'est l'existence repérable de groupes de ces jeunes qui détermine la raison d'être d'équipes de prévention spécialisée sur un territoire. Ce sont en majorité des garçons, à distance ou en rupture, plus ou moins forte, vis-à-vis de diverses institutions : leur famille, ou l'école et autres lieux d'intégration sociale comme les organismes socioculturels de loisirs et sportifs, la formation, le travail. Ils rejettent les modes habituels de socialisation, de maturation et d'autonomisation en raison d'un réel malaise, de souffrances psychoaffectives et d'origine sociale, de problèmes culturels et identitaires. Ils marquent leur écart en adoptant des attitudes et des conduites (esquive, opposition, rébellion, violence,

repli, fuite...) qui enclenchent, renforcent ou consomment une rupture, butinant à la marge ou s'y inscrivant, à la recherche d'autres systèmes où la rue et les « pairs » (les potes) vont, de plus en plus, marquer leur influence.

Ils nécessitent des modes d'approche et d'intervention adaptés, dont les premiers sont le travail de rue et la présence sociale. Cette démarche qui consiste à « aller vers » les jeunes, sans mandat nominatif, là où ils sont et déambulent (rues, squares, halls, cafés, centres commerciaux, parkings, terrains vagues, caves, abords des gymnases et terrains de sports), à entrer en contact avec eux et à leur faire une offre relationnelle sur la base de la libre adhésion et du respect de leur anonymat constitue la pierre angulaire de toute action. Elle favorise l'instauration de la relation de confiance, son maintien et son développement. C'est en s'appuyant sur cette relation de confiance que l'action de prévention spécialisée peut tendre vers sa finalité : permettre à son public un mieux-être, une évolution plus positive, une meilleure insertion et un accès vers l'autonomie en actionnant le plus possible les

leviers, les supports et le réseau de partenaires adéquats.

Le même but est poursuivi dans le travail avec les familles, en s'inspirant des mêmes principes et des mêmes méthodes. Comme avec les jeunes, il faut prendre le temps de gagner la confiance pour nouer un dialogue, apporter si nécessaire aide et soutien, en ne perdant pas de vue que c'est d'abord et avant tout dans l'intérêt du jeune. Le travail avec les familles ne correspond, en rien, à une somme plus ou moins importante « d'interventions ». L'espace de rencontre n'est pas forcément le domicile, loin de là. Il se situe, de façon naturelle, à l'échelle même des opportunités de la vie de quartier.

Les contacts ne s'instaurent pas de la même façon lorsqu'ils concernent des enfants et préados ou des ados et des jeunes adultes (ceux-ci étant eux-mêmes parfois devenus parents).

Avec les familles des plus jeunes

Pour les plus jeunes, jusqu'à 12-14 ans, la prise en compte passe par la famille, sauf si l'enfant se charge lui-même de démarches – faire signer une autorisation à ses parents pour un séjour par exemple. Les rencontres peuvent aussi se faire par l'intermédiaire d'ainés déjà connus et suivis. Au niveau de cette tranche d'âge, le maillage institutionnel, entre l'école, la famille, les lieux d'activités périscolaires, reste somme toute assez fort. L'action en prévention spécialisée privilégie le maintien de ce maillage, y compris à travers les actions collectives existant sur le quartier, manifestations festives et certaines actions spécifiques comme les séjours familiaux

En cas de dysfonctionnement grave, d'autres services et institutions, socio-éducatifs, médico-psychologiques, judiciaires, sont

impliqués. Ils entrent alors dans le maillage auquel participe la prévention spécialisée, surtout en tant que soutiens et médiateurs. Toujours dans le respect de l'anonymat, il importe de le souligner.

Les adolescents et les jeunes adultes

Plus les jeunes avancent en âge dans l'adolescence, plus le travail avec les familles se complexifie. Chaque famille nécessite une approche singulière basée sur la réserve, le respect, l'observation patiente, le principe de non-intrusion et de non-substitution. Il faut comprendre progressivement sa composition, sa structuration, ses interactions, pour mieux mesurer la place du jeune et ce qui peut, pour lui, être source de souffrance et de difficultés.

Les adolescents et jeunes adultes font bien ressortir qu'on n'a pas à s'imposer dans leur milieu familial sans leur aval, marquant par là qu'ils revendiquent prioritairement pour eux l'action de la prévention spécialisée.

Certains jeunes adultes pris en charge par les équipes de prévention spécialisée deviennent parents (soit en couple, soit isolément, pour les filles en particulier et quelques rares jeunes pères). Certaines de ces mères sont jeunes, elles ont eu des parcours d'insertion difficiles, qui ne sont toujours pas terminés d'ailleurs. Elles demandent un suivi, un accompagnement, dans lesquels les enfants se trouvent forcément inclus. C'est là que nous touchons du doigt l'aberration de trop catégoriser les publics relevant ou non de la prévention spécialisée, demande souvent faite de façon insistante par les tutelles et les pouvoirs locaux.

Ces jeunes font partie des adultes, des « grands » comme on les désigne souvent, âgés de 25 ans et plus, qui, pour certains professionnels et responsables politiques, ne

devraient plus relever de cette action. Querelle de pure forme, étant donné qu'ils trouvent leur place dans la chaîne des prises en charge, soit au titre des enfants (s'occuper de leurs enfants), soit au titre des familles (travailler avec les familles).

Filles et familles

Le travail avec les familles peut aussi s'avérer différent quand il s'agit de filles.

Pour certaines, au regard des contraintes quotidiennes auxquelles elles sont soumises dans leurs familles (ménage, courses, surveillance des petits), et aussi en raison d'interventions familiales dans leur choix de vie (perspective de mariage forcé par exemple), de la sensation d'espionnage dans le quartier, leur offrir un peu de liberté et les ouvrir sur l'extérieur est indispensable. D'autant que le chemin de l'avenir n'est sans doute pas parsemé de roses et que permettre de s'exprimer, de se réaliser un peu, de réfléchir, de s'informer (y compris sur la sexualité) constitue autant de viatiques précieux pour plus tard. Cela dérange dans certaines familles. Les éducateurs peuvent être alors désapprouvés, tenus à l'écart ou rejetés. Dans l'intérêt de ces jeunes filles, il faut déployer des trésors de diplomatie pour renouer le dialogue, ce qui n'est pas toujours possible.

Des réalités de vie familiale

Les jeunes sont dans des situations familiales difficiles. La plupart des familles habitent des logements sociaux et des appartements peu confortables du parc locatif privé, voire des squats, des chambres d'hôtel, ou peuvent bénéficier d'hébergements temporaires. Dans de nombreux cas, les logements sont exigus et surpeuplés. La promiscuité qui en

résulte crée des tensions et des conflits qui donnent envie de claquer la porte et d'aller respirer un autre air dans la rue.

Les ressources et revenus de l'ensemble des familles sont faibles, voire très faibles. Beaucoup vivent d'aides diverses, de pensions, du RSA ou de l'allocation chômage. Pour les parents qui travaillent, les emplois des pères et des mères sont souvent précaires – soit à temps partiel, comme des ménages le soir et le matin, soit à temps complet dans le bâtiment ou les services – et sont mal rémunérés. Ils ont, pour certains, de longs trajets à effectuer ou des déplacements. Nombreuses sont aussi les mères au foyer qui tirent le diable par la queue pour assurer les besoins essentiels de la famille. Ces conditions financières ont une incidence sur le surendettement (loyers, EDF), sur les approvisionnements en nourriture et vêtements, sur les impayés (commerces, cantines), la distribution d'argent de poche aux enfants et leur participation à des sorties ou activités.

La composition des familles n'est pas homogène. Elle peut être nombreuse, comprenant le père, la mère, et six ou sept enfants ; elle peut être encore plus nombreuse et dans certains cas, polygame ; elle peut être monoparentale structurellement (mère seule avec un ou plusieurs enfants, divorcée, séparée) ou périodiquement (le père étant parti au pays pour plusieurs mois). Dans la majorité des cas de figure, les mères portent lourd, qu'elles soient seules ou non. Elles sont martelées, débordées, fatiguées. En permanence, elles ont à s'interposer entre les enfants, entre le père et les enfants..., à intercéder auprès du père, d'un aîné, à ruser vis-à-vis du père, des enfants. Certains pères n'intègrent pas bien les modes de fonctionnement du système institutionnel et administratif français ou les

codes en vigueur (eux-mêmes peuvent être illettrés). Ils se sentent destitués et réagissent bien souvent par la dérobade face aux responsabilités extérieures, à commencer par l'école, ce qui ne les empêche pas d'exercer parfois une autorité tout à fait redoutable dans le cadre de la vie domestique, ce qui peut pousser les jeunes à fuir dans la rue.

Famille et cadre

Sauf exception, les éducateurs ne considèrent pas les parents comme démissionnaires car, pour la plupart, ils font preuve d'affection envers leurs enfants, et s'inquiètent de leur avenir. Ils souffrent de la situation qu'ils ont à leur offrir, et plus encore d'en voir certains prendre le « mauvais chemin » : de l'abandon de l'école jusqu'à la prison pour actes délictueux. En même temps, ils se sentent dépassés, et de ce fait, honteux et culpabilisés.

Le grand manque est peut-être moins celui de l'affection (sauf à dire qu'il y a des gens qui aiment « comme il faut » et d'autres non) que celui de l'éducation et de l'ouverture. Les rôles des parents sur des positionnements clés ne sont pas assumés par eux, ou alors par à-coups ou dans un climat de mécontentement. Ils peuvent être délégués aux aînés, qui tentent de s'en acquitter tant bien que mal au début, mais finissent par y gagner du pouvoir. Ce pouvoir peut se retourner contre toute la famille ensuite, quand tel ou tel aîné, ayant versé dans la marginalité ou la délinquance, exerce sa loi à la maison et fait vivre l'enfer à tout le monde.

Dans un système familial où manque surtout un cadre, avec son lot d'interdits et de frustrations constructifs, les jeunes dont il s'agit, comme tous les autres jeunes à leur

place, soulèvent les failles et en jouent pour arriver au rêve de tout gosse : « ne pas rendre de comptes et faire ce qu'on veut ». Malheureusement, les repères se perdent en route, les jeunes aussi, et le tribut à payer peut s'avérer très lourd.

Il en va des familles comme des jeunes dont on a parlé, pour elles non plus les difficultés ne se situent pas toutes au même degré et les situations ne sont pas figées.

Les éducateurs entrent en contact avec les familles par l'intermédiaire des enfants et des jeunes, soit parce qu'ils sont directement invités par eux (« tiens ! monte avec moi »), soit parce qu'ils passent faire confirmer une autorisation pour une sortie, soit parce que les présentations se font dans la rue ou à l'occasion d'un regroupement pour une fête dans le quartier. Après quoi, les contacts peuvent s'établir plus régulièrement (y compris par téléphone), au domicile mais aussi de façon fortuite, comme au marché, au café, au coin de rue, au square... Ce qui frappe le plus dans l'accueil réservé aux éducateurs par les familles, ce sont la gentillesse et la visible satisfaction qu'elles manifestent, surtout pour les mères, d'avoir quelqu'un à qui parler, auprès de qui vider (longuement) son sac et ses tiroirs remplis de problèmes, et des démarches qui s'y rattachent. Les familles nombreuses (grands frères, grandes sœurs, moyens et petits) où les parents existent (même si le père s'absente parfois) sont le lieu d'interactions entre les personnes. Cela peut alimenter des conflits et provoquer quelques « sacs de nœuds », mais l'ensemble fait système où il y a possibilité de s'allier, de manœuvrer ou de s'appuyer : tels ou tels enfants entre eux, le fils délinquant sur la mère, le petit frère sur la grande sœur...

Les familles monoparentales souffrent d'isolement et présentent d'autres diffi-

cultés. On les appelle aussi femmes isolées avec enfants, ce qui résume assez bien un état où le « système familial » s'est beaucoup réduit ou est devenu quasiment inexistant. C'est comme si la charge de leurs enfants participait de leur isolement. Dans ce contexte, les membres d'une équipe peuvent être pris comme pilier, comme soutien à toutes épreuves, avec tous les risques que cela comporte.

Les actions au sein des familles peuvent aller de l'informel, du convivial sans motif annoncé (histoire de bavarder un peu, boire un café, partager un repas...), à l'examen et la résolution de problèmes de « paperasses » (en tout cas présentés comme tels mais qui recouvrent bien souvent des réalités autrement plus compliquées), à de véritables conversations sur des sujets précis ayant trait à la vie familiale, aux difficultés financières et économiques, aux enfants, à partir desquelles des avis sont émis, ainsi que des indications d'interlocuteurs adéquats et, le cas échéant, des propositions d'accompagnement.

Un rôle de médiation

En cas de crise (renvoi d'un établissement scolaire, incarcération, graves conflits familiaux), l'éducateur peut être appelé d'urgence par un membre de la famille. Son rôle est alors d'aider à dépasser les réactions émotionnelles et à étudier les solutions possibles et les moyens de les mettre en pratique.

Lorsqu'un conflit dresse un mur d'hostilité et d'incompréhension entre une partie des membres de la famille et une autre, l'éducateur essaye autant que possible de ne pas se faire prendre à partie (*a fortiori* quand il fait intervenir une autre autorité, comme le commissariat, la brigade des mineurs, l'assistante sociale, etc.) mais de

rester intermédiaire, et dans le meilleur des cas de devenir médiateur.

Vie sociale locale et familles

Ce volant, inscrit dès l'origine dans les textes de la prévention spécialisée sous le titre « promotion du milieu », a une grande importance.

Au regard d'une certaine morosité ambiante, voire d'une forme d'abattement ou de désespérance qui s'insinue dans l'esprit des gens des quartiers, provoquant fatalisme, revendications et plaintes continues, repli ou exclusion, les éducateurs contribuent du mieux possible aux différentes initiatives susceptibles d'alléger le climat et de favoriser le lien social. Une amélioration du climat global ne peut être que bénéfique à tous et participe aussi de l'action éducative auprès des jeunes. Quand ces derniers disent : « C'est mort ici ! », les termes sont à peine trop forts. Si « c'est mort », est-ce à dire qu'ils sont voués à mourir ? Non pas au sens littéral sans doute, mais au sens social du terme, et même s'ils n'ont pas la maîtrise des mots, c'est bien ce qu'ils veulent exprimer.

C'est pour favoriser tout ce qui apporte de l'événement et de la vie que les équipes de prévention spécialisée participent aux fêtes de quartier ou initient d'autres manifestations collectives, en essayant d'y associer le plus possible des gens connus de tous les âges. Elles s'étaient aussi sur les structures en place qui développent ce type d'initiatives. Enfin, comme souvent, les éducateurs aident à la création et à la promotion d'associations de quartier s'appuyant sur les habitants, et notamment sur un certain nombre de familles de jeunes difficiles.

Si ça bouge, c'est que ce n'est pas mort ! Cette lapalissade n'est pas si dérisoire ou

anodine qu'il y paraît, car elle renferme toutes les intentions recherchées à travers le travail dans le milieu : faire bouger pour montrer que ça vit, lancer et développer pour entraîner la dynamique, faire expérimenter aux gens qu'ils peuvent être acteurs de changements dans leur vie environnementale.

Ces initiatives collectives et les avancées qu'elles produisent améliorent les rapports entre les gens et le climat du quartier, lequel peut offrir une autre image que celle de cette stigmatisation qu'il subit et dont il souffre. Et cela fait du bien à beaucoup, y compris aux jeunes qui peuvent y être associés. Nombreuses sont les familles qui sont présentes lors des manifestations collectives. Certaines participent pleinement aux phases de préparation, qui peuvent s'étaler sur des mois lorsque l'événement a quelque ampleur.

Pendant ces périodes, les équipes de prévention spécialisée entretiennent des relations très intéressantes et privilégiées avec les familles. Le « être ensemble et faire avec » modifie les rapports, les ramenant

sur un pied d'égalité, et valorise les initiatives et les qualités de chacun quel que soit son statut. Ces contextes sont favorables à l'évocation « naturelle » par les parents des problèmes rencontrés avec leurs enfants. Il en va de même pour les associations de quartier formées à l'initiative des équipes de prévention spécialisées et qui impliquent dans la durée les habitants, dont certains parents des « jeunes à problèmes », y compris au niveau des responsabilités, conseil d'administration par exemple. Ces collaborations donnent une autre image des parents stigmatisés et peuvent les inscrire dans un nouveau dynamisme. Elles permettent aussi aux éducateurs d'effectuer leur travail dans un climat de confiance qu'il importe de maintenir. L'anonymat en est la condition essentielle. Or celui-ci est actuellement menacé par des demandes, voire des injonctions de collaboration avec les institutions locales ! Mais ceci est une autre affaire... à suivre.

ANNICK PRIGENT

Ancienne formatrice au CFPES-CEMÉA, Aubervilliers